

Le "laboratoire de l'établissement de demain" bientôt lancé

Article 28/09/2020

Annoncé il y a un an par Agnès Buzyn, ce "laboratoire" de l'Ehpad du futur prendra vie dans le cadre du Laroque de l'autonomie: c'est un représentant de la DGCS qui l'a annoncé aux Assises des Ehpad.

"L'Ehpad de demain", de nombreux acteurs du secteur en parlent depuis des années.

Agnès Buzyn, lorsqu'elle était ministre des solidarités et de la santé, avait annoncé [le lancement d'un "laboratoire" sur le sujet début décembre 2019](#).

L'agenda ayant été "un peu perturbé ces derniers mois" (euphémisme), il n'a pas encore été mis en place "mais ne manquera pas de l'être dans le cadre notamment du Laroque de l'autonomie qui s'annonce", a souligné Anatole Puiseux, le sous-directeur de l'autonomie des personnes handicapées et des personnes âgées à la direction générale de la cohésion sociale (DGCS), le 17 septembre aux Assises nationales des Ehpad, organisées par le Mensuel des maisons de retraite, lors d'une table ronde intitulée "Ehpad, tu changes ou tu meurs!".

La ministre déléguée à l'autonomie, Brigitte Bourguignon, a confirmé le même jour que "[le Laroque abordera évidemment l'enjeu de l'Ehpad de demain](#)", car la mutation du modèle des Ehpad sera au coeur de ce défi".

Et l'entourage de la ministre a annoncé à Gerontonews que ce Laroque devrait être lancé [la "première quinzaine d'octobre"](#).

Lors des derniers mois, "la façon dont les acteurs de terrain ont géré la crise [du Covid-19] a préfiguré certains des traits et des caractéristiques de ce que pourrait être l'Ehpad de demain", a observé le représentant de la DGCS en mentionnant notamment les relations entre établissements médico-sociaux et sanitaires.

Pour le directeur adjoint de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), Stéphane Corbin, il faut imaginer "un processus de transformation continue" en "coconstruction avec les acteurs" plutôt qu'un nouveau modèle établi avec un cahier des charges.

Pour lui, ces établissements devront être en capacité de supporter les crises sanitaires mais aussi climatiques, être "plus verts et moins énergivores". Ils devront permettre aux personnes de "se sentir plus chez soi" et prendre en compte les besoins en soins.

Il prône également l'idée de l'Ehpad plateforme qui mobilise ses ressources internes pour le territoire en consolidant ce qui est mal fait actuellement (articulation entre l'établissement et le domicile, répit des aidants, accueils séquentiels...) et en ajoutant une "dimension de prévention importante" pour les résidents mais également le territoire.

Cette transformation sera accompagnée par la CNSA par "une méthode et des moyens financiers qui ont été annoncés assez conséquents", dans le cadre de la création de la [5e branche de la sécurité sociale dévolue à l'autonomie](#) et "pour la première fois" dans une perspective "pluriannuelle et surtout dans une dimension plus structurelle", a noté Stéphane Corbin.

[Il faut "renverser la table du modèle économique"](#)

Le directeur général de la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa), Didier Sapy, a rappelé son opposition à une standardisation des Ehpad et sa conviction qu'il faut "plusieurs modèles".

"Il y aura forcément un virage avec cette crise", a-t-il souligné, tout en faisant part de sa "peur qu'on nous mette de la blouse blanche de partout, [qu'on nous parle de sanitarisation](#)" avec des Ehpad qui "se concentrent sur les 3 à 6 derniers mois de la vie" et les soins palliatifs.

"Il faut faire des choix sur ce qu'on veut faire, entre protéger et accompagner" en garantissant une qualité de vie. Ce "terrible dilemme" s'est accru pendant la crise car on a tout fait pour que "ces personnes fragiles, il ne leur arrive rien" mais "je n'arrive pas à me résoudre à ce que la vraie vie se passe ailleurs", a-t-il ajouté, plaidant plutôt pour des personnes âgées devenant des "habitants acteurs de leur projet de vie" et pas seulement des résidents accueillis.

Pour Didier Sapy, il est "grand temps" de "renverser la table du modèle économique" et ne pas se contenter d'une fusion des tarifs dépendance et soins, "si on veut pouvoir enfin faire autre chose que de l'expérimentation, des rapports, des concertations, des rapports, des expérimentations..."

"On est sur un modèle complètement sclérosé où l'on ne peut plus rien faire", a-t-il déploré en observant que la seule ressource qui augmente est celle de l'assurance maladie mais qu'il manque notamment du personnel administratif, des psychologues ou des animateurs.

"Sur les moyens, le problème ne sera pas l'investissement" car "les millions vont pleuvoir" du plan de relance, de la Caisse des dépôts, de la CNSA et peut-être à partir de 2021 de la Commission européenne, a-t-il observé. Il a néanmoins insisté sur l'importance de trouver des investissements neutres sur les prix de journée et déploré le "désengagement quasi total des départements".

Expérimentations: "Pérennisons ce qui est fait [...] et qu'on y aille tous!"

La directrice du groupe hospitalier (GH) Loos-Haubourdin (Nord, 90 lits d'hospitalisation et 195 places d'Ehpad), Séverine Laboue, a détaillé son expérience de l'Ehpad plateforme. "On a quelques blocages et quelques retards qu'on pourrait en fait vite éluder si on pouvait en parler" et partager les expériences qui existent dans plusieurs territoires.

"On est beaucoup sur de l'expérimentation, allons au-delà, pérennisons ce qui est fait, parlons-en, et qu'on y aille tous!", a-t-elle insisté en évoquant les Ehpad allant vers les autres Ehpad, vers le domicile mais aussi acteurs de leur territoire. Ces derniers dépassent leurs missions habituelles, ce qui est une "nouvelle façon d'être présents et de lutter contre l'*Ehpad-bashing*".

[Son établissement est porteur du projet Assure](#), qui vise à améliorer les soins d'urgence en Ehpad, mais également d'une plateforme d'astreintes mutualisées d'infirmières de nuit vers 6 Ehpad et [d'une équipe mobile spécialisée en prévention](#) pour 44 Ehpad.

Il a développé pendant la crise l'accueil de jour itinérant, à domicile. Le GH propose par ailleurs que les personnes à domicile viennent prendre un repas ou participent à ses animations, gratuitement car "on n'entre pas dans les cases d'une autorisation".

"On lutte clairement contre l'isolement des personnes âgées, on démystifie les Ehpad et on [les] désenclave", a-t-elle souligné, en déplorant toutefois le caractère expérimental bien souvent de ces initiatives qui sont du coup "très fragiles économiquement ou d'un point de vue juridique".

Enfin, son établissement a signé un partenariat avec la Fabrique de l'emploi dans le cadre de l'expérimentation "Territoires zéro chômeur de longue durée" et va ouvrir le 16 novembre une maison d'assistantes maternelles pour accueillir les enfants de ses agents avec des horaires adaptés, et ceux de personnes extérieures.

Séverine Laboue a listé trois limites au développement de l'Ehpad plateforme: les autorisations, "carcans administratifs beaucoup trop lourds"; les moyens car il faut des effectifs pour aller à domicile et des effectifs administratifs pour faire vivre les projets; la soutenabilité financière, l'hébergement temporaire ayant "du mal à bien fonctionner car financièrement, ça ne tient pas la route".

Pour [Pierre Gouabault, directeur d'Ehpad publics du Loir-et-Cher](#) (Bracieux, Controis-en-Sologne et Cour-Cheverny), il faut définir non pas un Ehpad plateforme mais un "centre de ressources pour les solidarités, l'accès

aux soins de santé et l'autonomie au plus proche des habitants", ce qui passe par des regroupements de compétences.

"Le service public sortira grandi quand il répondra à ces questions", tout en créant une dynamique avec ses partenaires, en mettant un "moteur" dans le territoire, a-t-il ajouté, en soulignant l'importance d'un financement au parcours, de la responsabilité populationnelle, de ressources collectives et d'une organisation infra-territoriale reposant sur des contrats locaux de santé revisités.

cb/ab/cbe/nc

Caroline Besnier